

Porte-monnaie sous contrôle

Dépensier, paresseux, déraisonnable, le pauvre est souvent perçu comme responsable de sa situation. Dans son essai *Où va l'argent des pauvres*, le sociologue français Denis Colombi montre, au contraire, des stratégies de dépenses rationnelles, en déconstruisant au passage nos perceptions de la pauvreté. Entretien. Propos recueillis par Émilie Mathys

▷ AMNESTY: Pourquoi le sociologue que vous êtes en est-il venu à travailler sur la pauvreté et, plus spécifiquement, sur les pratiques de consommation qui y sont associées ?

◁ Denis Colombi: Il y a quelques années, une petite polémique est née en France concernant l'allocation de Noël. Il avait été proposé d'octroyer des bons d'achat, plutôt que de l'argent liquide, pour les cadeaux de fin d'année. Pourquoi ? Une idée très répandue, et erronée, que l'on se fait de la pauvreté, est que les gens se retrouvent dans le besoin car ils ne savent pas gérer leur argent. On va alors tenter de contrôler leurs dépenses par divers moyens. C'est une forme de mépris. De manière générale, on parle beaucoup de la pauvreté: les gens ont tous un avis, souvent radical, sur cette problématique et sur la manière dont les pauvres devraient se comporter. Pourtant, nous sommes peu nombreux à avoir fait l'expérience de la privation. En outre, les personnes précaires ont très peu accès à la parole médiatique. Nous devons les écouter et aller sur le terrain, ce que fait notamment la sociologie.

▷ La pauvreté peut faire peur: est-il plus facile de pointer des comportements individuels qu'un système inégalitaire auquel nous participons tous et toutes ?

◁ Nous avons tendance à ramener la pauvreté à une problématique individuelle. Qu'est-ce que les pauvres ont de particulier ? Quelles sont les caractéristiques individuelles qui font qu'ils sont dans le besoin ? Il existe une forme d'inquiétude

vis-à-vis de la pauvreté, avec un besoin de rassurance: si j'étais pauvre, je m'en sortirais mieux qu'eux. C'est également une façon de se conforter dans l'idée que l'on mérite notre situation, que l'on n'a pas à s'inquiéter pour notre avenir. *Où va l'argent des pauvres* s'inscrit en faux contre ce préjugé et démontre que si j'étais pauvre, je générerais mon budget de la même manière que les personnes en situation de pauvreté. Que des comportements qui semblent absurdes de l'extérieur sont a contrario complètement rationnels vus de l'intérieur. Il est essentiel de déplacer notre regard: dépasser l'explication par la déviance individuelle pour aller vers la compréhension d'un mécanisme général. Ce ne sont pas les pauvres le problème, mais la situation dans laquelle ils sont plongés.

▷ Vous écrivez, au début de l'ouvrage, « cette distinction entre les bons et les mauvais pauvres est le premier obstacle à la compréhension sociologique de la pauvreté ». Qu'est-ce qu'un « bon pauvre » vs « un mauvais pauvre » ?

◁ La distinction entre le bon et le mauvais pauvre remonte au Moyen Âge. Le « mauvais pauvre » serait fainéant et dépensier. Le « bon pauvre », lui, est travailleur et fait des efforts pour s'en sortir, tout en étant suffisamment en difficulté pour montrer qu'il est nécessaire. C'est une équation impossible, une double contrainte où il faut à la fois être souffrant et ne pas souffrir, être en difficulté mais pas trop. Dans la réalité, le « bon pauvre » n'existe pas. C'est une représentation chimérique pour justifier la façon

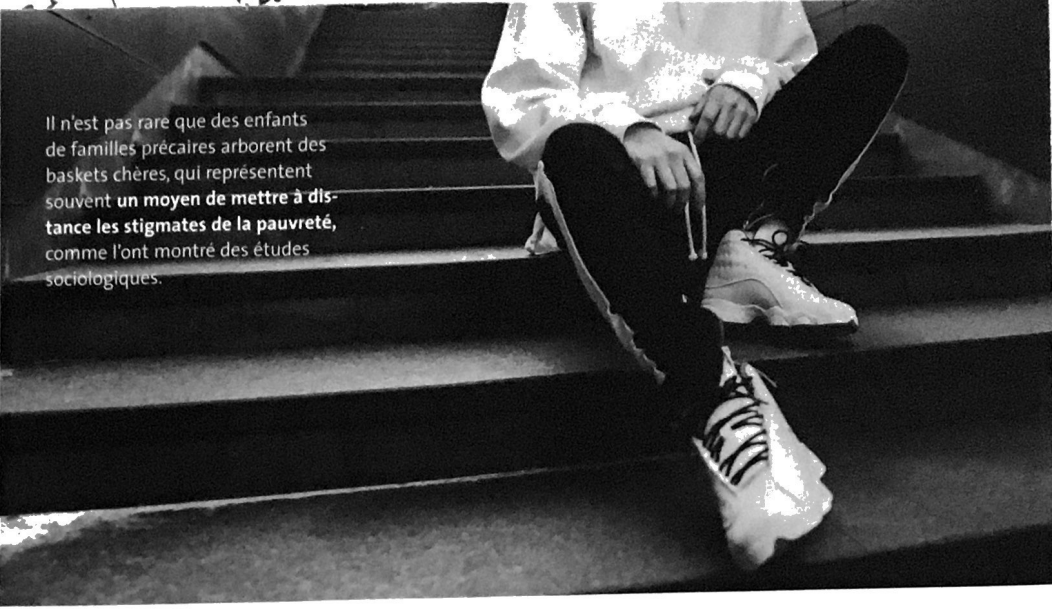
dont nous nous comportons avec les personnes précaires au quotidien.

▷ Le phénomène des « working poor », soit des personnes qui travaillent mais n'arrivent malgré tout pas à joindre les deux bouts, ne se rapproche-t-il pas, justement, de la figure du « bon pauvre » ?

◁ En effet, on pourrait se dire qu'au moins eux font des efforts, mais on trouvera toujours un moyen de leur nier ce statut de pauvre. Un article publié dans *Le Monde* en décembre 2018 en est un bon exemple: la journaliste suit un couple de Gilets jaunes dont le mari travaille et gagne le SMIC, tandis que la femme s'occupe des trois enfants. Les commentaires à leur rencontre ont été extrêmement violents. Il leur a été reproché, d'une part, de se faire passer pour pauvres et, d'autre part, de mal dépenser leur argent puisqu'ils achetaient des vêtements de marque à leurs enfants. Tout ce qui est de l'ordre de l'excès, de l'ostentatoire leur étant interdit. Pourtant, tout le monde s'accorde des petits plaisirs. Il est facile de déchoir un individu de son statut de pauvre et, ainsi, de lui refuser des aides.

▷ La droite et la gauche alimentent ces fantasmes: d'un côté, un peuple déraisonnable qui dépense sans compter et, de l'autre, des pauvres vertueux. Où se situe la réalité ?

◁ La figure du pauvre n'est pas uniquement construite par la droite, mais aussi par une gauche qui tend à masquer les pratiques jugées « immorales ». Oui, les personnes précaires achètent des smartphones, des



Il n'est pas rare que des enfants de familles précaires arborent des baskets chères, qui représentent souvent un moyen de mettre à distance les stigmates de la pauvreté, comme l'ont montré des études sociologiques.

© Shutterstock / Fraxwell Dmtr

vêtements griffés – participant ainsi à l'économie capitaliste –, boivent, fument. L'objectif, ici, n'est pas d'excuser mais de comprendre. La cigarette, par exemple, a une fonction de socialisation, et l'alcool est souvent un moyen de tenir le coup dans des situations difficiles. Les pauvres ne sont ni vertueux, ni parfaits, mais on peut expliquer la rationalité de leur comportement et de leurs choix.

▷ La droite tend, par ailleurs, à utiliser l'argument « il faut aider les pauvres de chez nous » pour justifier des politiques anti-migrants...

◁ Cet argument fréquemment mobilisé s'appuie, encore une fois, sur la figure des « bons pauvres de chez nous » et celle des « mauvais pauvres profiteurs de l'étranger ». En France, le Rassemblement national tient régulièrement ce discours. Mais quand le parti est au pouvoir, il s'attaque aux pauvres en coupant les aides, en rognant les budgets alloués aux associations. Ce discours ne tient debout que lorsqu'il s'agit de rejeter l'autre, mais ne suit plus lorsqu'il faut agir en faveur des personnes précarisées.

▷ Les enfants arborant des habits de marque sont souvent décriés. Pourtant, dans notre société, la consommation est clairement un facteur d'intégration.

◁ On se représente souvent la consommation de manière simpliste, suivant la pyramide de Maslow : d'abord les besoins matériels, la sécurité alimentaire, le logement, etc. ; puis, une fois ces besoins remplis, on peut s'intéresser à la réalisation de soi, au statut social. Selon cette représentation, les pauvres devraient donc consacrer leur consommation uniquement à leur survie. Si l'argent va à des biens relevant du statut social, alors il est mal utilisé. On oublie qu'être pauvre est un statut extrêmement difficile à vivre, particulièrement pour les jeunes et les enfants. Acheter des habits à la mode, des smartphones, une TV est un moyen

de mettre à distance le stigmate de la pauvreté. Le statut social est essentiel à tous les individus et peut donc être considéré comme un bien de première nécessité.

▷ Autre objet symbolique sur lequel vous revenez dans votre essai : le smartphone, qui fait aujourd'hui partie intégrante de notre quotidien.

◁ Il y a une évolution dans les biens que l'on dénonce chez les pauvres : d'abord les baskets, puis l'écran plat et aujourd'hui le smartphone, que tout le monde possède, y compris les sans-abri et les réfugiés. Il est aujourd'hui un bien essentiel, notre environnement est organisé autour de ce mode de communication. Le smartphone est, par exemple, le biais le plus économique de se connecter à du wifi gratuitement, de prendre un rendez-vous, de chercher un emploi, de rester en contact avec ses proches, etc. Être présent sur les réseaux sociaux, se tenir au courant de l'actualité, regarder un film, toutes ces choses font qu'on ne va pas se sentir complètement coupé du reste de la société. Si les pauvres ont des smartphones, c'est simplement que vivre sans est devenu extrêmement compliqué. Aujourd'hui, le vrai luxe c'est de pouvoir s'en passer.

▷ Une étude¹ parue l'année dernière à Genève montre le non-recours aux aides sociales, notamment en raison de leur caractère stigmatisant. Comment lutter contre ce paradoxe ?

◁ La sociologie analyse depuis un certain temps le « paradoxe de l'assistance publique » : statistiquement, les pays qui s'en sortent le mieux dans la réduction

de la pauvreté disposent d'un système de redistribution universel. Lorsqu'on attribue une aide sociale à un grand nombre de personnes sans tenir compte de leur situation financière, tous les citoyens auront intérêt à soutenir l'augmentation du niveau d'aide sociale. Lorsqu'au contraire on cible la pauvreté à proprement parler, certes, l'argent ira à un plus petit nombre d'individus, mais cela aura pour conséquence une stigmatisation des personnes ayant recours aux aides.

Je reviens dans mon essai sur une proposition éminemment politique, celle du revenu universel. Le fait que tout le monde reçoive un revenu sans condition permettrait également de tendre vers une déstigmatisation de la pauvreté. Ce système soulève des questions intéressantes : lorsqu'on évoque la possibilité de supprimer complètement la pauvreté, les réactions que l'on rencontre sont : « Mais alors, qui va s'occuper de ramasser les poubelles ? » On est finalement bien content qu'il y ait des gens contraints de faire des travaux difficiles et mal payés. La question de la pauvreté est une question politique : elle fait partie d'une organisation sociale qui profite à un certain nombre de personnes, basée sur l'exploitation de certains par la classe dominante. †

¹ Barbara Lucas et Catherine Ludwig, « Non-recours aux aides sociales et santé perçue », REISO, Revue d'information sociale, mis en ligne le 11 novembre 2019, www.reiso.org/document/5199

Où va l'argent des pauvres – Fantômes politiques, réalités sociologiques, Denis Colombi, Éditions Payot, 2020, 348 p.